

Les possibilités d'assurance du risque politique lié aux transactions avec le Kosovo

« Dès à présent, l'ONDD propose également de couvrir le risque politique à moyen et long termes sur le Kosovo. Le pays est classé en catégorie 6 sur une échelle de 1 à 7, où la catégorie 7 correspond au risque le plus élevé. Le montant disponible pour l'assurance des transactions d'exportation à moyen et long termes s'élève à 120 millions d'euros.

Le Kosovo est confronté à d'immenses défis économiques qui sont passés à l'arrière-plan en raison de la lutte pour l'indépendance. Même si l'indépendance est un fait sur le plan politique, sur le plan économique, le Kosovo a encore un long chemin à parcourir. L'économie du plus petit pays des Balkans est en effet en grande partie maintenue debout grâce à l'appui considérable de la communauté internationale. Cette forte dépendance vis-à-vis de l'étranger persistera pendant de nombreuses années.

L'industrie de production kosovare est fort peu développée et requiert donc d'énormes investissements. Mais afin d'attirer des entreprises étrangères, le pays doit d'abord s'atteler notamment aux problèmes dans les secteurs des transports et de l'énergie. L'inefficacité du secteur énergétique menace de peser durablement sur les finances publiques encore faibles, tout comme le risque de dépassement budgétaire lors de grands travaux d'infrastructure.

La situation politique est en grande partie supervisée par une vaste délégation internationale qui conseille les autorités kosovares mais qui est également habilitée à intervenir plus fondamentalement. La communauté internationale surveille de près l'"expérience kosovare" si bien que la situation politique actuelle et les élections du mois prochain ne devraient pas poser de problèmes majeurs. La présence de 10.000 hommes des troupes de l'OTAN doit permettre d'éviter des protestations de grande envergure, même si la zone frontalière avec la Serbie située au nord restera encore pendant de nombreuses années un état dans l'état. »